



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
2, place du Général de Gaulle
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 16/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

RMB (RECYCLAGE MATERIAUX BERGHEIM)

RTE DE RODERN
68750 Bergheim

Références : 0006702033_2026_04_02_RMB_VIPFAS
Code AIOT : 0006702033

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2026 dans l'établissement RMB (RECYCLAGE MATERIAUX BERGHEIM) implanté RTE DE RODERN 68750 Bergheim. L'inspection a été annoncée le 30/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans l'action nationale 2026 relative aux exploitants rejetant des PFAS dans l'environnement.

Référentiel utilisé:

- Arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation
- Arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non

dangereux

- Arrêté préfectoral du 17 juin 2015 portant prescriptions complémentaires à la Société Recyclage Matériaux (RMB) pour son site de Bergheim, relatif aux rejets de lixiviats

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RMB (RECYCLAGE MATERIAUX BERGHEIM)
- RTE DE RODERN 68750 Bergheim
- Code AIOT : 0006702033
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société RMB exploite une installation de stockage de déchets non dangereux issus de son centre de tri .

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Réduction des rejets aqueux de PFAS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	3. Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	5. Mesures d'investigation	Arrêté Préfectoral du 10/10/2011, article 2.1.1	Prescriptions complémentaires	3 mois
6	6. Mesures de suppression/réduction	Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1	Prescriptions complémentaires	9 mois
7	7. Mesures de surveillance	Arrêté Préfectoral du 10/10/2011, article 2.1.1	Prescriptions complémentaires	
8	Analyse des PFAS dans les eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	1. Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
2	2. Rejets aqueux de	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Annexe I	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	PFOS		
4	4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats font apparaître deux non-conformités (liste des PFAS, mesure des PFAS dans les eaux pluviales) qui aboutissent à proposer une mise en demeure.

Les constats font également apparaître trois points pour lesquels des prescriptions complémentaires sont proposées (mesures d'investigation, de suppression/réduction et de surveillance).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : 1. Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2026, Restitution correcte des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée : <i>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</i>
Constats : Il est constaté que l'exploitant a déclaré la campagne de trois analyses sur les lixiviats du 21 novembre 2023, du 8 décembre 2023 et du 22 janvier 2024. Il n'a pas accompagné cette transmission de commentaires. Cela n'appelle pas de remarques de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : 2. Rejets aqueux de PFOS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2026, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L
Prescription contrôlée : <i>Sans préjudice des dispositions du 4ème alinéa de l'article 11-3, les rejets respectent les valeurs limites de concentration suivantes :</i> [...]

3-Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau			
Autres substances de l'état chimique			
[...]			
Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS)	45298-90-6	6561	25 µg/l
[...]			

Constats :

Il est constaté que lors des trois campagnes d'analyses, la mesure en PFOS est en dessous de la limite de quantification (0,1 µg/l), inférieure à la valeur limite d'émission. Cela n'appelle pas de remarques de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : 3. Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2026, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1^{er} établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection

des installations classées.

Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

Constats :

Il est constaté que les mesures laissent apparaître une détection du paramètre AOF et des PFAS suivants : PFBA, PFPeA, PFHxA, PFOA et PFBS.

Il est également constaté que l'exploitant n'a pas réalisé de liste des substances PFAS notamment pour celles rejetées par son installation.

Cela constitue une non-conformité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : 4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14

Thème(s) : Actions nationales 2026, Elaboration du plan d'action pour supprimer/réduire

Prescription contrôlée :

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.

L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.

Constats :

L'exploitant rappelle qu'il n'utilise pas de produits à base de PFAS dans son activité (hormis dans les extincteurs pour lequel il est nécessaire de faire des investigations, cf. point n°5).

Il est constaté que l'exploitant ne s'est pas doté d'un plan d'actions de suppression/réduction. Cependant, compte tenu de la nécessité d'identifier en premier lieu l'origine des PFAS (cf. point n°5), il n'est à ce stade pas envisagé de suites administratives sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : 5. Mesures d'investigation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2011, article 2.1.1
Thème(s) : Actions nationales 2026, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF
Prescription contrôlée : <i>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</i> [...] <i>-prévenir en toutes circonstances l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.</i>
Constats : L'exploitant indique qu'il a vérifié qu'il n'utilisait pas de PFAS dans ses activités, hormis pour les extincteurs où une investigation est à prévoir. L'Inspection rappelle que l'exploitant doit être en mesure d'identifier l'origine de tous les flux de PFAS présents dans les eaux, que cela provienne des déchets, du géotextile ou d'autres origines. Il est constaté que l'exploitant n'a pas mis en œuvre toutes les mesures d'investigation lui permettant de comprendre l'origine des PFAS dans ses rejets aqueux, et de prévenir leur émission, ce qui constitue une non-conformité à la prescription contrôlée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de mettre en œuvre toutes les mesures d'investigation pour comprendre l'origine des PFAS dans les rejets aqueux et de prévenir leur émission. Un projet d'arrêté préfectoral portant prescriptions modificatives est transmis concomitamment au préfet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : 6. Mesures de suppression/réduction

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1
Thème(s) : Actions nationales 2026, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets
Prescription contrôlée : <i>1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable</i>
Constats :

Il est constaté que l'exploitant n'a pas mis en œuvre de mesures de réduction (ou de suppression), compte-tenu des éléments présentés en point de contrôle n°4, ce qui constitue une non conformité à la prescription contrôlée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de réaliser une étude technico-économique comportant <i>a minima</i> : <ul style="list-style-type: none"> • une étude pour capter les flux de PFAS au plus près de leur émission et ainsi éviter les rejets aqueux lorsque la substitution n'est pas possible ; • une étude pour traiter les rejets aqueux en vue d'obtenir des concentrations non quantifiables selon les seuils de quantifications définis par l'arrêté ministériel du 20/06/2023 ; • une présentation des coûts de mise en œuvre des mesures, de la gestion des déchets produits (avec analyse de sensibilité selon le seuil d'orientation en filière déchet dangereux), le coût des mesures de suivi métrologique ; • le cas échéant, un échéancier de mise en œuvre de ces mesures. Un projet d'arrêté préfectoral portant prescriptions modificatives est transmis concomitamment au préfet pour cela.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 9 mois

N° 7 : 7. Mesures de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2011, article 2.1.1
Thème(s) : Actions nationales 2026, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement
Prescription contrôlée : <i>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</i> <ul style="list-style-type: none"> - [...] limiter les émissions de polluants dans l'environnement ; - la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ; [...]
Constats : Il est constaté que l'exploitant n'a pas envisagé de réaliser de mesure de PFAS dans les eaux rejetées pour les PFAS identifiés lors de la campagne de mesure réalisée fin 2023/début 2024 concernant les lixiviats.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est proposé de compléter la surveillance des lixiviats de l'établissement (article 4 de l'arrêté du 17 juin 2025) afin d'intégrer la surveillance des rejets en PFAS, de manière semestrielle, pour les 5 paramètres PFAS quantifiés dans les lixiviats (PFBA, PFPeA, PFHxA, PfHpA et PFBS) ainsi que l'AOF. Un projet d'arrêté préfectoral portant prescriptions modificatives est transmis concomitamment au préfet pour cela.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

N° 8 : Analyse des PFAS dans les eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse des PFAS dans les eaux pluviales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1^{er} réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Il est constaté que l'exploitant a réalisé la campagne de trois mesures demandée par l'arrêté du 20 juin 2023 uniquement sur les rejets de lixiviats, alors qu'il dispose d'un deuxième exutoire constitué par les eaux pluviales de l'établissement (comprenant une station de tri/transit de déchets et une installation de stockage de déchets non dangereux). Cela constitue une non-conformité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois